

Les préjugés racistes en 2017: état des lieux

La CNCDH* a rendu son rapport sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. On y apprend notamment que si la tolérance des Français envers les minorités reste stable en 2017, certains groupes restent très rejetés. Par ailleurs le racisme se renouvelle et trouve des expressions nouvelles.

Nonna MAYER, membre du Centre d'études européennes et de politique comparée, Sciences Po/CNRS

Tous les ans, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) remet au Premier ministre un rapport sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie en France⁽¹⁾. Il s'appuie notamment sur les résultats d'un sondage national qui, depuis 1990, explore à l'aide d'une centaine de questions toutes les facettes des préjugés envers l'Autre.

Effectué en face-à-face par Ipsos, le sondage de 2017 a été réalisé du 6 au 24 novembre auprès d'un échantillon national de mille individus représentatif de la population adulte résidant en France métropolitaine, étrangers inclus. On en retiendra cinq enseignements⁽²⁾. Le premier est la cohérence des opinions. Les préjugés envers les juifs, les musulmans, les Noirs, les asiatiques, les Roms, les étrangers, les immigrés sont corrélés entre eux. Certains préjugés sont plus courants que d'autres, mais ils relèvent d'une même attitude «ethnocentriste», qui consiste à valoriser son groupe d'appartenance et à dévaloriser les «autres» (voir encadré ci-contre). Et «l'Autre» ne se définit pas seulement par son origine, sa religion, sa culture mais aussi par son genre, sa sexualité, son physique. Parce que l'ethnocentrisme

* Commission nationale consultative des droits de l'homme.

(1) Le résumé du rapport 2017 est disponible sur le site de la CNCDH (www.cncdh.fr/sites/default/files/essentiels_du_rapport_racisme_2017_-pour_impression_ok_1.pdf).

(2) Voir l'analyse détaillée par Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj et Tommaso Vitale, «Evolution et structure des préjugés. Le regard des chercheurs», chapitre 2, in CNCDH, «Rapport sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2017», La Documentation française, 2018.

va de pair avec une vision hiérarchique/autoritaire de la société, une volonté de soumettre l'Autre à ses normes, il est également corrélé avec des attitudes sexistes, anti-LGBT ou encore anti-handicapés.

La lente progression de la tolérance

Le deuxième constat est que, sur le long terme, au moins au niveau des opinions, le niveau global d'acceptation des minorités progresse. Vincent Tiberj a construit un instrument synthétique de mesure des préjugés, l'indice longitudinal de tolérance (ILT)⁽³⁾. Pour soixante-neuf séries de questions posées au moins trois fois depuis 1990 à propos des minorités, des étrangers, des immigrés, il calcule la proportion des réponses tolérantes (sur le total des réponses) et

en donne la moyenne. On a ainsi une mesure plus robuste et plus fiable que les réponses aux questions prises une à une. L'indice va de zéro (si personne ne donnait jamais la réponse tolérante) à 100 (si tous les répondants la donnaient toujours). Ses variations reflètent l'actualité et plus encore la manière dont elle est cadree par les responsables politiques et les médias.

L'exemple vient d'en haut. Ainsi (voir graphique 1), l'indice baisse en 1991, après les propos de Jacques Chirac sur «*le bruit et l'odeur*» d'une famille immigrée qui gêneraient le «*travailleur français*» habitant sur le même palier⁽⁴⁾, et ceux de Valéry Giscard d'Estaing, dénonçant «*l'immigration-invasion*»⁽⁵⁾. Il baisse après les violences urbaines de 2005,

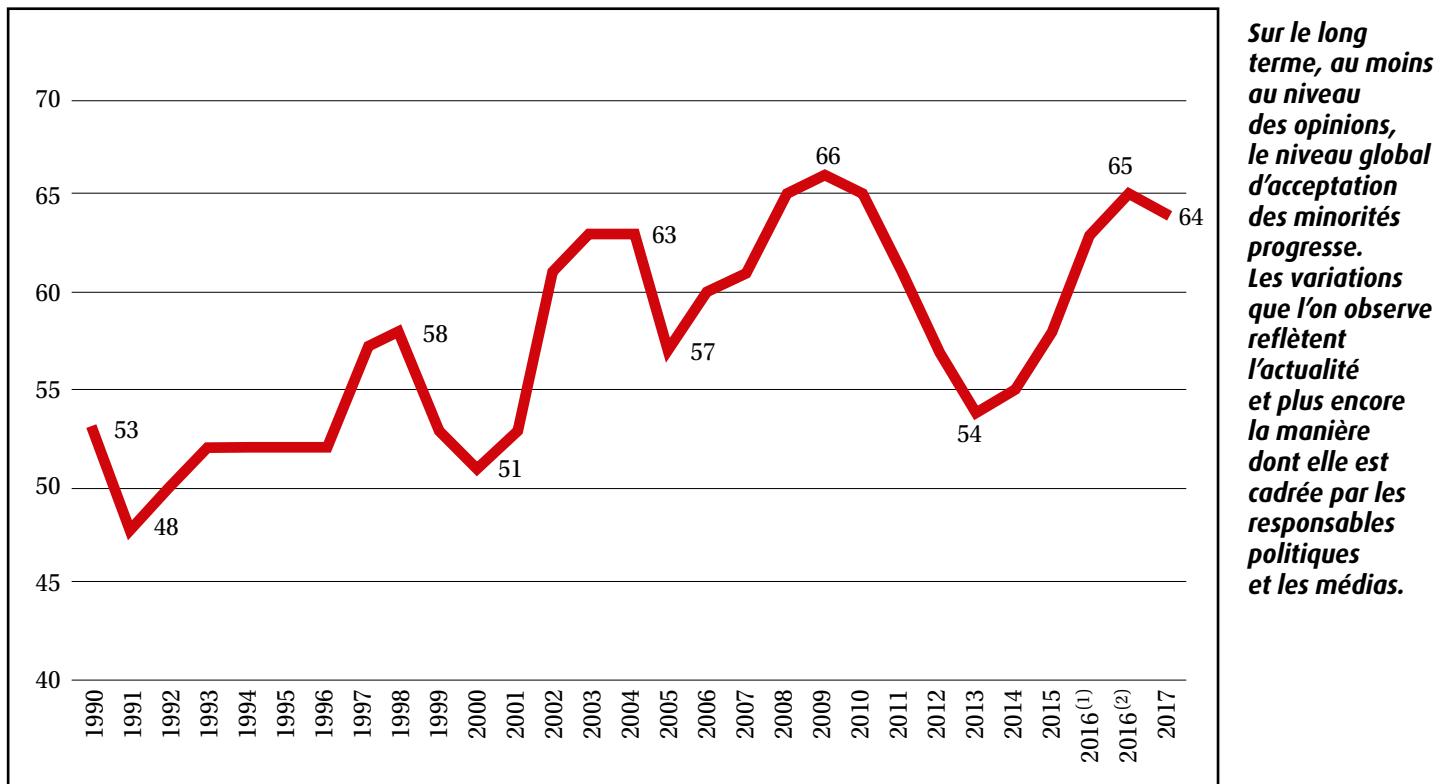
Où il est question d'ethnocentrisme

Claude Lévi-Strauss, dans *Race et Histoire* (Gallimard, 1952), définit l'ethnocentrisme ainsi : «L'attitude la plus ancienne, et qui repose sans doute sur des fondements psychologiques solides puisqu'elle tend à réapparaître chez chacun de nous quand nous sommes placés dans une situation inattendue, consiste à répudier purement et simplement les formes culturelles : morales, religieuses, sociales,

esthétiques, qui sont les plus éloignées de celles auxquelles nous nous identifions. «Habitudes de sauvages», «cela n'est pas de chez nous», «on ne devrait pas permettre cela», etc., autant de réactions grossières qui traduisent ce même frisson, cette même répulsion, en présence de manières de vivre, de croire ou de penser qui nous sont étrangères.»

N. M.

Graphique 1: indice longitudinal de tolérance (1990-2017)



Source: Baromètres CNCDH.

NB: il y a eu deux vagues en 2016, le sondage de novembre 2015 ayant été reporté à janvier à cause des attentats.

quand plusieurs personnalités évoquent la «*polygamie*» des Africains comme une de leurs causes possibles⁽⁶⁾. Il chute encore sous la présidence de Nicolas Sarkozy, après son discours de Grenoble (juillet 2010), stigmatisant les étrangers et les Roms, et évoquant un élargissement des motifs de la déchéance de nationalité. Mais il monte dans l'euphorie qui suit la victoire de l'équipe «black-blanc-beur» à la Coupe du monde de football de 1998; comme il remonte contre toute attente après les attentats de janvier 2015, suivis par un grand élan de fraternité républicaine. Globalement, sur le long terme, malgré des retours en arrière, la tendance est à la hausse. En 1991, l'ILT s'établissait à 48, fin 2016 il était à 65, soit un des niveaux les plus élevés observés sur la période, et en 2017 juste un point en dessous.

Ce lent reflux des préjugés tient essentiellement aux effets cumu-

lés du renouvellement générationnel et de la hausse du niveau d'instruction. Les nouvelles cohortes sont plus instruites, ouvertes sur le monde, elles ont vécu dans une société plus diverse où l'antiracisme est devenu la norme.

Les écarts sont considérables puisque l'indice de tolérance passe de 68 chez les générations nées à partir de 1977 à 39 chez celles nées avant 1940, et de 73 chez celles qui ont un diplôme du supérieur à 37 chez celles qui n'ont pas dépassé le niveau du certificat d'études primaires.

L'autre facteur clé de ces variations est l'orientation politique (voir graphique 2, p. 22). Quand on croise le niveau de l'indice de tolérance par la position des personnes interrogées sur l'échelle gauche/droite, on observe, quelle que soit la période considérée, une forte polarisation gauche/droite. La tolérance atteint son

maximum chez les premières, son minimum chez les secondes, avec un écart de 22 points sur l'indice en 2017, et de 24 en 2016. L'écart reflète un attachement fort, à gauche, aux valeurs universalistes et égalitaires, et une vision du monde plus hiérarchique/autoritaire, à droite, qui culmine chez les sympathisants du Front national. Quant aux répondants qui se classent au centre ou refusent de se classer, ils sont nettement plus proches des répondants de droite, dont 7 points seulement les séparent sur notre indice en 2017 (contre 14 par rapport à ceux de gauche).

Une hiérarchie des rejets

On note par ailleurs l'existence d'une hiérarchie des rejets, quand on décline l'indice par minorités (voir graphique 3, p. 23). Le groupe qui suscite de très loin le plus de stéréotypes négatifs, en

Sur le long terme, au moins au niveau des opinions, le niveau global d'acceptation des minorités progresse. Les variations que l'on observe reflètent l'actualité et plus encore la manière dont elle est cadrée par les responsables politiques et les médias.

(3) Voir la section 2 «La stabilité de l'indice de tolérance» du chapitre 2 «Evolution et structure des préjugés - le regard des chercheurs» du rapport CNCDH 2017 précité.

(4) Discours d'Orléans, 19 juin 1991. Jacques Chirac est alors maire de Paris et président du RPR.

(5) Article de Valéry Giscard d'Estaing, alors président de l'UDF, au *Figaro Magazine*, 21 septembre 1991, intitulé «Immigration ou invasion?».

(6) Voir http://abonnes.lemonde.fr/societe/article/2005/11/16/le-ministre-de-l-emploi-stigmatise-la-polygamie_710615_3224.html. Notamment Gérard Larcher, ministre délégué à l'Emploi, Bernard Accoyer, président du groupe UMP à l'Assemblée, et Hélène Carrère d'Encausse, académicienne.

France comme dans le reste de l'Europe, est celui des Roms⁽⁷⁾. Le niveau global de leur indice, malgré une nette progression ces dernières années, et si bas qu'il ne figure pas sur le graphique (34 en 2017, contre 19 en 2013). Le détail des réponses est révélateur. En 2017, 73 % des sondés pensent encore qu'ils « sont pour la plupart nomades », 65 % qu'ils « exploitent très souvent les enfants », 52 % « qu'ils vivent essentiellement de vols et de trafics » et 51 % qu'ils ne veulent pas s'intégrer en France.

Si l'on s'en tient aux autres minorités, ce sont les Africains/Noirs et les juifs qui ont de loin la meilleure image dans l'opinion, avec un indice de 78. Un indice élevé pour ces derniers, malgré la persistance de stéréotypes anciens associant les juifs à l'argent et au pouvoir. L'image des musulmans et de l'islam est la plus mauvaise, avec un indice de 61, inférieur à celui des maghrébins/Arabes (71). L'aversion à l'égard

(7) Voir la section 5 « Le lent reflux des préjugés anti-Roms » du chapitre 2 « Evolution et structure des préjugés - le regard des chercheurs » du rapport CNCNDH 2017 précité.

(8) Voir les publications de Pierre-André Taguieff, de *La Nouvelle Judeophobie*, Fayard, 2002, à *Judéophobie, la dernière vague : 2000-2017*, Fayard, 2018.

(9) Vincent Geisser, *La Nouvelle Islamophobie*, La Découverte, 2003.

de certaines pratiques de l'islam, perçues comme susceptibles de « poser problème pour vivre en société », notamment le port de la burqa et du voile, vu comme problématique par respectivement 87 % et 61 % de l'échantillon, l'explique largement.

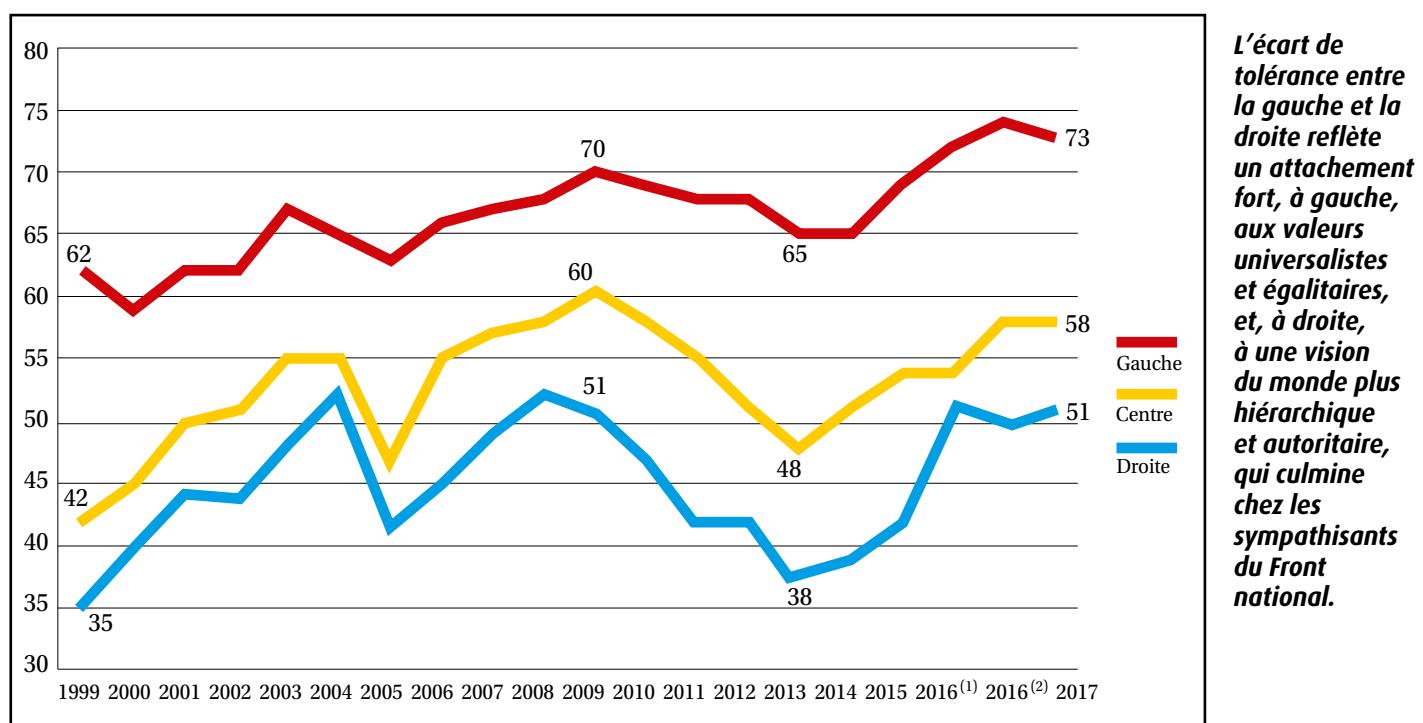
Les habits neufs du racisme

Un dernier point à souligner est le renouvellement des argumentaires du racisme. Depuis la Seconde Guerre mondiale et le traumatisme de la Shoah, les préjugés évoluent vers des formes d'expression déguisées, plus acceptables en démocratie. Aux stéréotypes les plus crus, exprimant l'infériorité physique et morale des minorités, se substitue un racisme qualifié selon les auteurs de « symbolique », « subtil », ou « différentialiste », fondé sur des arguments culturels. « L'Autre » n'est pas inférieur (en 2017, 8 % des sondés croient en l'existence d'une hiérarchie des

races humaines), on dira plutôt que ses manières de vivre, ou ses valeurs, sont trop différentes des nôtres. Ces reformulations ont particulièrement été étudiées dans le domaine des préjugés envers les juifs et envers les musulmans. Un « nouvel » antisémitisme s'avancerait masqué, derrière la critique d'Israël et du sionisme, au nom des droits de l'Homme et de l'antiracisme, porté par la gauche radicale et les islamistes radicaux⁽⁸⁾. De manière symétrique émergerait une « nouvelle islamophobie »⁽⁹⁾, ciblant la religion musulmane (et non ses fidèles) comme contraire aux valeurs républicaines (laïcité, égalité, droits des femmes, droits des minorités sexuelles).

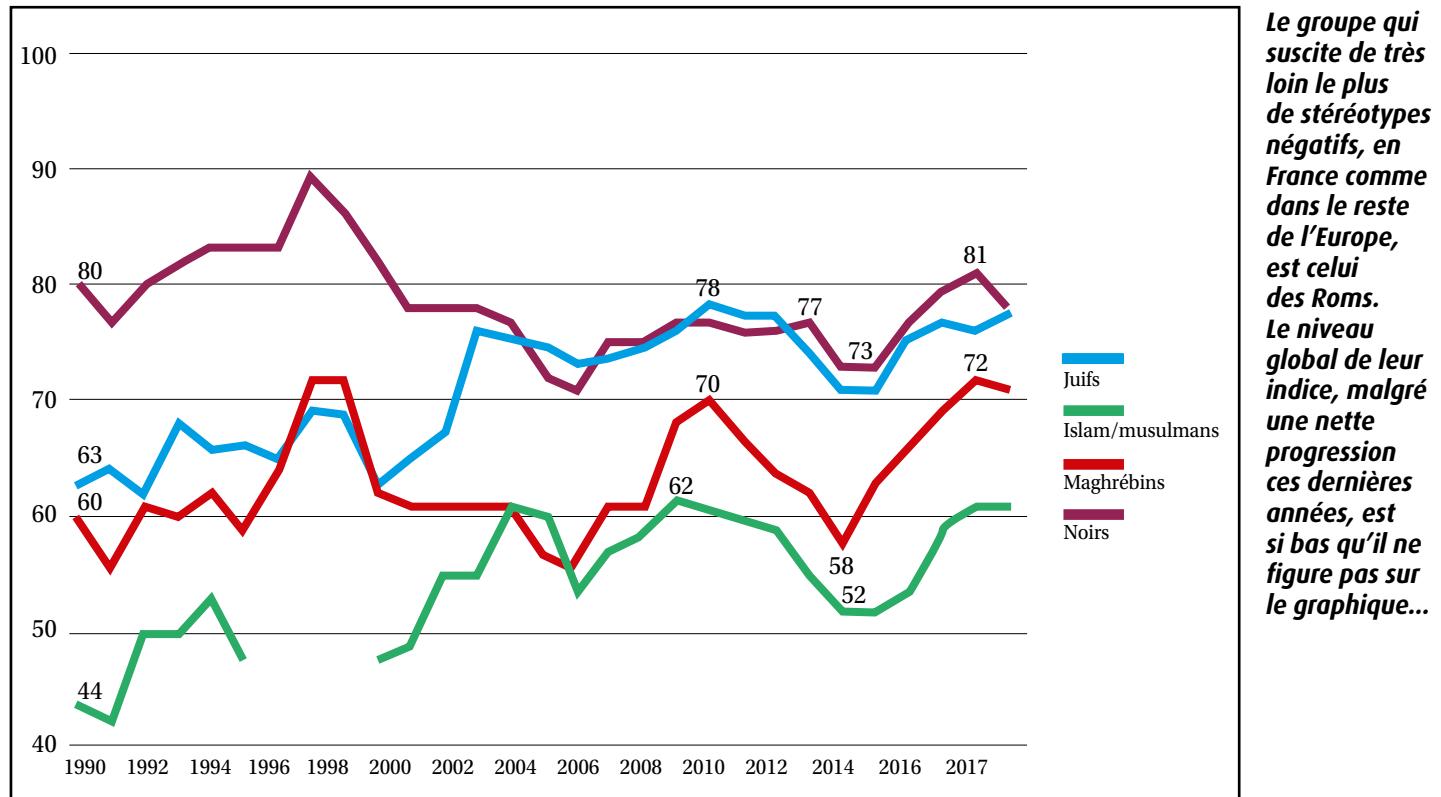
Le croisement systématique de ces indicateurs montre une réalité plus complexe. Si la politique d'Israël et le conflit israélo-palestinien ont un impact direct sur le nombre d'actes antisémites, au niveau des opinions ce n'est pas le cas, ces enjeux sont péri-

Graphique 2 : évolution des indices de tolérance par positionnement politique (1999-2017)



Source: Baromètres CNCNDH.

Graphique 3 : évolution des indices de tolérance par minorités (1990-2017)



Source: Baromètres CNCDH.

phériques, c'est le vieil antisémitisme qui structure le rejet des juifs. Il reste beaucoup plus fréquent à droite et bat des records à l'extrême droite et chez les proches du FN. Inversement, c'est à l'extrême gauche et chez les sympathisants des Insoumis et d'EELV que l'image négative d'Israël et de son rôle dans le conflit est la plus fréquente, mais ce sont aussi les moins antisémites et les moins racistes.

Quant à l'aversion pour l'islam, elle va de pair avec le rejet des musulmans et plus largement des immigrés. Et le ressort de ce rejet n'est ni un attachement plus marqué aux valeurs républicaines, ni une défense de l'émancipation des femmes ou des minorités sexuelles.

Plus la personne est hostile à l'islam, moins elle est attachée au principe de laïcité, moins elle est enclue à défendre les droits

(10) Voir la section 1 « Questions de méthode » du chapitre 2 « Evolution et structure des préjugés - le regard des chercheurs » du rapport CNCDH 2017 précité.

(11) Anthony Heath, Lindsay Richards, « Attitudes towards immigration and their antecedents », in *ESS Topline Results Series*, 2016 : www.europeansocialsurvey.org/docs/findings/ESS7_toplines_issue_7_immigration.pdf (données de l'Enquête sociale européenne, 2002-2014).

des femmes à s'habiller comme elles l'entendent ou à refuser le statut de femme au foyer, moins elle tend à trouver l'homosexualité acceptable.

Biais et insuffisances des sondages

Comme tout sondage, celui de la CNCDH a ses limites. Les réponses dépendent du moment où les questions sont posées, de la manière dont elles sont formulées. Elles agrègent les opinions d'individus sortis du contexte qui leur donne sens. Les biais de « désirabilité sociale » sont connus, la personne hésitant face à l'enquêteur à exprimer des opinions contraires aux normes. Faute d'effectifs suffisants, on ne peut explorer l'image que les minorités ont les unes des autres, les relations intergroupes. Une réflexion méthodologique est en cours depuis deux ans pour amé-

liorer les méthodes d'enquête, en panachant les modes de recueil (en ligne et en face-à-face) et les approches (photos projectives et expérimentations, entretiens, observations localisées) (10).

Une autre limite vient de ce qu'un sondage par définition ne mesure que des opinions, il ne dit rien du passage à l'acte, des violences et des discriminations subies en raison de sa religion, de son origine, de sa couleur de peau. Mais l'opinion publique, pour ce qui est du racisme sous toutes ses formes, compte aussi. Elle renseigne sur ce qui, dans une société, à un moment donné, apparaît comme permis et interdit, sur les normes intérieurisées. Et ce qu'on trouve en France, on le retrouve à travers l'Europe : même lent recul des préjugés envers l'Autre, même hiérarchie des rejets, même rôle clé de l'éducation et du renouvellement générationnel (11). ●